

Une année scolaire 2007/2008 difficile



> **D'ANNONCES CATASTROPHIQUES** comme les suppressions de postes en réformes plus pénalisantes les unes que les autres, nous avons été tout au long de cette année scolaire confrontés à des situations difficiles. En voici un aperçu non exhaustif.

Une carte scolaire de nouveau sacrifiée

Conséquence inéluctable des 11200 fermetures de postes annoncées au niveau national, l'Académie d'Amiens n'a pas été épargnée pour cette rentrée 2008 :

- conditions de travail dégradées ;
- augmentation du nombre d'heures supplémentaires.

Une nouveauté : la RGPP

La Révision Générale des Politiques Publiques, qui, à elle seule, justifie toutes les annonces et qui, sous prétexte de rénover la fonction publique, va casser le statut des fonctionnaires en externalisant les services, en recrutant des contractuels, en instaurant la rémunération à la performance.

Une funeste création : l'agence nationale de remplacement

« L'ANPE Éducation Nationale » : qui, rendue nécessaire par le nombre de remplacements non pourvus dans le 1^{er} comme dans le 2nd degré du fait d'un recrutement insuffisant, va institutionnaliser le recrutement de personnels précaires.

Une vraie fausse réforme : le lycée

Le 1^{er} objectif est de réhabiliter les différentes séries du baccalauréat mais la nouvelle organisation pourrait à terme supprimer 25 000 postes ! Certes, la volonté de diminuer les horaires pour développer l'autonomie des élèves, augmenter le travail individualisé et mieux préparer les études supérieures est intéressante. Nous

partageons bien sûr ces objectifs, mais alors regrettons que l'actuelle majorité ait naguère enterré les TPE qui y répondaient parfaitement.

Enfin nous ne devons pas oublier que la **réduction d'une heure** des horaires d'un niveau du lycée représente **une économie de 3000 postes**.

Voilà peut-être une des raisons pour lesquelles les horaires apparaissent trop chargés à MM. Darcos et Sarkozy.

Et, ce n'est pas tout : le Bac pro en 3 ans ou la rénovation de la voie professionnelle.

Malgré les avancées obtenues dans la négociation, le SE-UNSA estime insuffisantes les réponses apportées par le ministère de l'Éducation nationale pour garantir leur mise en oeuvre effective sur le terrain.

Dans un contexte de restrictions budgétaires et d'annonce de suppressions d'emplois encore plus massives, la crainte est forte que les nouvelles dispositions pédagogiques ne se traduisent par un alourdissement de la charge de travail des professeurs de lycée professionnel, sans compensation suffisante dans leur service.

Quant aux moyens indispensables pour la mise en place des dispositifs pédagogiques pour les élèves les plus en difficulté, ils ne sont pas davantage assurés.

LE SE-UNSA n'a pas signé le protocole d'accord avec un ministre qui ne garantit pas les moyens d'une rénovation prenant vraiment en compte tous les élèves tout en améliorant les conditions de travail des enseignants

Et, pour finir, la dernière réforme : celle des IUFM

L'annonce de Nicolas Sarkozy va complètement bouleverser la formation des maîtres. Le recrutement à master 2 économisera **20 000 emplois de stagiaires**.

Les IUFM sont condamnés à disparaître ; la formation des enseignants sera confiée à des universités autonomes. On relègue l'Éducation Nationale à une fonction d'agent recruteur. **C'est un recul catastrophique de la professionnalisation** de la formation des professeurs et un coup de grâce à un minimum de diversité sociale dans leur recrutement.

Mais comme si cela ne suffisait pas, le budget 2009 se prépare. On parle de 20 000 suppressions d'emplois nous concernant, un chiffre faisant des 11 200 fermetures de l'actuel budget 2008 un aimable hors-d'oeuvre. La loi de finances 2009 doit en effet donner le rythme pour 2010 et 2011, soit une purge d'environ 60 000 emplois sur les trois ans à venir !

Pas question de laisser faire ! Ce prochain budget catastrophique nous fixe un rendez-vous que nous n'avons pas le droit de rater. Si, face au gouvernement, nous voulons dire à l'opinion que cette politique contre l'Éducation fragilise toute notre société, il faut une action d'ampleur, claire et rassembleuse au-delà des enseignants. Alors, le SE-UNSA lance une proposition : organisations de personnels, parents, lycéens, étudiants, associations pédagogiques, organisons ensemble, une grande manifestation nationale à Paris un dimanche d'octobre !

Pierre Poëssevara
Secrétaire académique lycées collèges